

La Grèce vient de voter et de ramener au pouvoir ceux qui l'avaient ruinée tout en chassant ceux qui l'avaient définitivement vassalisée à « l'Europe » : Nouvelle Démocratie (de droite) succède ainsi à Syriza (gauche désormais social-démocrate), et c'est la fin d'un malentendu sans être la fin de la tragédie grecque. Fin d'un malentendu qui montre la duplicité des politiciens et la perversité d'un système qui porte le nom de « démocratie » sans en assumer vraiment le sens historique ni la particularité athénienne : Syriza est ce mouvement de Gauche radicale qui a fait croire en 2015 qu'il renverserait la table en Union européenne et mettrait un terme au martyre que les Allemands et leurs commis de Bruxelles faisaient alors subir aux Grecs au nom d'une « solidarité européenne » (sic !) qui n'a, le plus souvent, fonctionné qu'au profit des banques et non des peuples, dans une logique toute libérale et capitaliste. Or, Alexis Tsipras, son dirigeant qui se croyait moderne parce qu'il avait abandonné la cravate, n'a été qu'un illusionniste, prompt à tout promettre pour parvenir au pouvoir et à tout renier pour le garder, et ce sont les Grecs qui ont été les dindons de cette sinistre farce ! Après avoir entamé un bras de fer avec Bruxelles et Berlin, et avoir organisé un référendum qui confortait cette résistance en la légitimant démocratiquement, c'est-à-dire en l'approuvant par plus de 60 % des suffrages exprimés, M. Tsipras a, d'un coup, tout lâché, sans contrepartie, livrant la Grèce à la violence d'une mainmise de l'Union européenne désormais bien décidée à faire payer aux Grecs cette frayeur qu'ils lui avaient causée. Oui, **la vengeance de « l'Europe » fut terrible**, et le demi-million de Grecs (principalement les jeunes) qui ont quitté le pays « sans regrets » et, souvent, définitivement (sur onze millions d'habitants), l'inscrit dans la durée, **la matière grise ayant quasiment déserté et créé ainsi un vide qu'il sera difficile, voire impossible avant plusieurs générations, de combler** : terrible destin pour cette Grèce dont, Français et Européens, nous sommes des héritiers plus ou moins fidèles... Nous qui devons tant à Homère, Sophocle et Thucydide, qu'avons-nous fait de cet héritage ? Et qu'avons-nous fait des Grecs d'aujourd'hui ?

La tragédie grecque contemporaine a des racines anciennes et les Hellènes ne peuvent, certes, être entièrement exemptés de reproches, ayant profité d'une mécanique européenne qui les a intégrés à une société de consommation sans en avoir saisi les conditions d'accès comme les limites : cela ne permet pas, néanmoins, d'en faire les seuls coupables, devenus victimes expiatoires aux yeux des « Européens ». Surtout quand l'on sait que **ce sont des conseillers de grandes institutions financières états-uniennes**

(Goldman Sachs, entre autres)

qui les ont incités, au plus haut niveau, à tricher sur les chiffres et les comptes pour entrer dans une zone euro qui, de paradis promis, s'est transformé en enfer terrestre et social

; des conseillers que l'on retrouve, quelques années après, à des postes-clés de l'Union européenne ou de certains de ses pays... Ceux-là,

les vrais coupables, n'ont jamais été inquiétés

!



Syriza a eu, un court laps de temps, l'occasion de changer le cours des choses, mais Tsipras n'a été ni le Léonidas des Thermopyles ni Périclès, juste un Alcibiade de passage qui laissera

le même goût de cendres à ses compatriotes que son lointain modèle athénien. Mais, au-delà de la défaite des Grecs qu'il a incarnée aux yeux des Européens, de ceux qu'il avait fait rêver comme de ceux qu'il avait effrayés, **Tsipras incarne aussi le triomphe du système libéral**, celui auquel Margaret Thatcher ne voyait aucune alternative possible. C'est d'ailleurs le constat que fait, sans nuance ni ambiguïté le quotidien libéral et européiste

L'Opinion

dans son édition du lundi 8 juillet, en profitant de l'occasion pour en découdre avec le populisme dont Syriza semble avoir cloué le cercueil plus sûrement encore que les arguments de campagne de M. Macron et de ses alliés européens : «

A force de volte-face et de renoncements, Alexis Tsipras a révélé les artifices du populisme, dont le « meilleur » des arguments reste de ne jamais avoir gouverné. Déclarer la guerre à l'oligarchie est un peu court pour imposer le monopole de la défense du peuple.

» Le message est clair : combattre l'oligarchie n'est pas sérieux, et c'est vain, définitivement ! Laissez donc le pouvoir aux experts et à ceux qui font l'économie, pas à ceux qui veulent l'ordonner, même au Bien commun ou au profit des classes productives... En somme, l'oligarchie est seule légitime pour gouverner, et ceux qui contestent ce fait seront défaits, voire punis... Et le quotidien libéral de poursuivre : «

Quant à l'esprit antisystème et son corollaire, l'anti-austérité, ils se fracassent vite sur le mur de la réalité.

». Ainsi, nous voilà prévenus : se déclarer contre l'austérité pour les classes populaires et moyennes est là aussi totalement vain, et c'est même s'extraire de la « réalité » (mais laquelle, en fait ?), comme il est aussi vain de tenter de chercher à sortir de ce système qui, aujourd'hui, aggrave les injustices et la démesure financière avec ses profits gigantesques pour quelques uns et les efforts pour les autres, avec ses destructions environnementales sans fin et ses peuples asservis au consumérisme et à cette « loi des suspects » étendue à tous par les législations de « vigilance républicaine » ! « Ployez le genou et courbez l'échine, vils mécréants », semble dire cet article qui dénie la possibilité de toute « autre politique » que celle qui est, de droite ou de gauche, dominante en Union européenne. « There is no alternative »...

Et la victoire du parti Nouvelle Démocratie permet de renouer avec la bonne vieille alternance classique (qui est bien différente de l'alternative !), Syriza ayant juste remplacé l'ancien Pasok (Parti socialiste grec) désormais marginalisé comme l'est le Parti du même qualificatif en France : « **Avec cette victoire sans appel, le laboratoire grec démontre la résilience de la démocratie représentative.** » Et le tour est joué, et le terme de « laboratoire » à

propos de la Grèce des années 2010 est tristement et brutalement révélateur, les Grecs étant les cobayes du « choc » annoncé en son temps par Naomi Klein ! Cela confirme la phrase terrible de Bernanos, royaliste peu amène à l'égard des compromissions et des trahisons du système : « **La démocratie est la forme politique du capitalisme** ». Bien sûr, la démocratie dont il parle n'est pas celle qui, en d'autres temps, a bercé les Athéniens et, parfois, les a aussi menés au désastre. Mais il parle bien de cette démocratie qui se veut représentative (mais de quoi, en définitive ?) mais n'a pas encore résolu la grande question de la libération de l'Etat, de cette émancipation à l'égard des féodalités financières et économiques qui, depuis 1789, se veulent maîtresses de tout Pouvoir en France et, par extension, en Europe depuis le XIXe siècle, non sans quelques terribles exceptions (les totalitarismes) qui ont aussi occulté les autres formes de résistance à la domination de l'oligarchie (qu'il conviendrait, d'ailleurs, de qualifier plutôt de ploutocratie).

Alors, que faire ? Renoncer à toute action ou position politique, comme l'ont fait, apparemment, les 42 % d'électeurs grecs qui se sont abstenus (alors même que le vote est obligatoire en Grèce !) ? Se rallier aux forces politiques « réalistes » c'est-à-dire ne remettant pas en cause les fondements du libre-échange, de la mondialisation libérale et de la construction (si mal nommée) européenne, et acceptant l'idéologie dominante qui n'autorise que la réforme et bannit toute révolte contre elle ?



C'est sans doute là toute la force d'un message royaliste aujourd'hui, pour la France : **contester les fondements mêmes du système qui mène aux multiples blocages et injustices que nous connaissons aujourd'hui, non par simple populisme électoral mais par**

« démophilie » profonde et active

; mais aussi,

proposer et construire des modèles alternatifs (sans toujours être exclusifs) susceptibles d'ordonner différemment notre société et ses institutions politiques, locales comme nationales

. Oui, il faut

rompre avec le Système et tendre à séparer la prospérité, bénéfique, de la croissance, trop souvent dévastatrice

, autant sur le plan environnemental qu'humain. Il ne s'agit pas de jouer les imprécateurs, mais bien plutôt de

forger les outils de réflexion et d'action

pour assumer, demain ou après-demain, une forme de détachement du modèle dominant d'aujourd'hui, voire son effacement... «

Celui qui ne propose rien n'a pas droit à la critique

», affirmait jadis Bertolt Brecht : cela peut apparaître rude à première vue, mais n'est-ce pas une manière de dire que toute contestation du Système qui se contenterait de la mauvaise humeur et de la colère sans penser à fonder serait vaine et, surtout, dangereuse et décevante ? N'est-ce pas, aussi, ce que l'on pu constater ces jours-ci avec la protestation parfois maladroite et inutilement agressive de quelques enseignants à l'occasion du baccalauréat qui, faute de proposer une alternative aux projets de M. Blanquer, se sont discrédités aux yeux de nombre de nos compatriotes, y compris ceux qui n'ont rien de macroniens ? Pourtant, là aussi, la critique pouvait trouver quelques fondements et arguments (et, pour ma part, je n'en manque pas...), mais qui perdent toute crédibilité ou efficacité s'ils ne sont pas étayés par de vraies propositions affirmées et réfléchies, raisonnées à défaut d'être « raisonnables » selon les critères de l'idéologie dominante...

Cela doit nous servir de leçon, de la Grèce aux bancs de nos lycées : tout royalisme qui se veut crédible doit passer par **l'étude et la réflexion pour fonder de vraies propositions, non seulement sur le plan immédiatement politique ou institutionnel (et c'est d'ailleurs la première préoccupation des royalistes, par principe), mais aussi sur le plan environnemental, social, économique, géographique** . Oublier ce préalable serait condamner le royalisme à n'être plus qu'une nostalgie ou une secte sans autre avenir que le discrédit et la disparition...